

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**Direction de l'Administration
et des Finances**
Service Achats Marchés

Dossier suivi par :
Service Achats Marchés

**Travaux d'étanchéité de la toiture du Bâtiment
Parasitologie – Laboratoire Anses de
Ploufragan – Site Les Croix**

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)
N°9 du 14 février 2025**

Table des matières

ARTICLE 1	Modalités du marché	4
1.1	Mode de passation	4
1.2	Objet et forme du marché	4
1.1	Intervenants	4
1.2	Durée du marché et délai global d'exécution des travaux	4
1.1	Lieu d'exécution des travaux	5
1.2	Documents contractuels	5
ARTICLE 2	Modalités d'exécution et de livraison	5
2.1	Suivi du marché	5
2.2	Ordre de services	5
2.3	Forme des notifications et informations	5
2.4	Délais d'exécution	5
2.5	Suspension des délais	6
2.6	Obligation de résultats	6
2.7	Obligations de confidentialité	7
2.8	Protection des données personnelles	7
ARTICLE 3	Vérification et admission	7
3.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	7
3.2	Réception	7
ARTICLE 4	Modalités financières	7
4.1	Prix	7
4.1.1	Forme et contenu des prix	7
4.1.2	Prix fermes	8
4.1.3	Prix actualisables	8
4.1.4	Mois d'établissement des prix du marché	8
4.1.5	Choix des indices de référence	8
4.2	Cautionnement	8
4.3	Avance	8
4.4	Acomptes	9
4.5	Règlement des comptes	9
4.6	Facturation	9
4.7	Comptable assignataire des paiements	11
ARTICLE 5	Pénalités de retard	11
5.1	Pénalité pour retard	11
5.2	Infractions aux prescriptions de chantier	11
5.3	Modalités générales des pénalités	11
ARTICLE 6	Assurances	11
ARTICLE 7	Garantie de parfait achèvement	12
ARTICLE 8	Clauses de reexamen	12
ARTICLE 9	DEVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 10	PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 11	Litiges	12
ARTICLE 12	Personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du code de la commande publique	13

ARTICLE 13	Responsabilité du titulaire du marché	13
ARTICLE 14	Résiliation	13
ARTICLE 15	Dérogations au CCAG-TRAVAUX	13

ARTICLE 1 MODALITES DU MARCHE

1.1 Mode de passation

Le présent marché est un marché de travaux passé en procédure adaptée en application des dispositions du code de la commande publique (articles L 2123-1 et R 2123-1).

1.2 Objet et forme du marché

Le présent marché a pour objet **les travaux d'étanchéité de la toiture du Bâtiment Parasitologie – Laboratoire Anses de Ploufragan – Site Les Croix.**

Le marché est à prix global et forfaitaire.

La description technique des prestations est présentée dans le CCTP.

Le marché n'est pas alloti car l'ensemble de la prestation relève d'un ensemble unique homogène insusceptible d'être alloti.

1.1 Intervenants

1.1.2 Maître d'ouvrage

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Laboratoire de Ploufragan, Plouzané, Niort, site de Ploufragan

Adresse : 31 rue des fusillés – 22440 PLOUFRAGAN

Contacts :

Gaël CRISTIEN (correspondant financier)

Tél. : 02 96 01 01 49

Mail : gael.cristien@anses.fr

Régis DERYCKE (correspondant technique)

Tél. : 02 96 01 01 42

Mail : regis.derycke@anses.fr

1.1.2 Co-traitance (groupement d'opérateurs économiques)

Les groupements d'opérateurs peuvent participer sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.1.3 Sous-traitance

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des travaux faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et aux dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du maître d'ouvrage et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

1.2 Durée du marché et délai global d'exécution des travaux

1.3.1 Durée du marché

La durée du marché débute de sa date de notification jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement.

Le marché comprend une période de préparation et une période d'exécution des travaux.

1.3.2 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de chantier comprise dans le délai global d'exécution.

1.3.3 Délai global d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution prévisionnel des travaux est de deux (2) mois. Il comprend la période de préparation de chantier, l'approvisionnement et l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 18.1.1 au CCAG Travaux, ce délai court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire d'exécuter les travaux et prestations lui incombant.

1.1 Lieu d'exécution des travaux

Les travaux sont exécutés à l'adresse suivante : bâtiment de parasitologie, situé sur le site « Les Croix », au 31 rue des fusillés – 22440 Ploufragan.

En tout état de cause, le titulaire devra tenir compte des indications données par l'Anses en ce qui concerne l'accès aux locaux.

Le cas échéant, sur sa demande, le titulaire pourra visiter ces derniers pour relever tous les éléments qu'il juge nécessaire.

Le titulaire devra utiliser des moyens de manutention adaptés pour ne pas endommager les voies de circulation.

1.2 Documents contractuels

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, en dérogation de l'article 4.1 du CCAG/Travaux :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (offre financière du titulaire) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Disposition particulière :

Les conditions générales de ventes du titulaire indiquées dans les contrats et leurs annexes, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

2.1 Suivi du marché

Le titulaire désigne en son sein un interlocuteur chargé de veiller au suivi et à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

En cas d'absence ou de changement de cette personne, le titulaire communique à l'Anses les coordonnées (téléphone et courriel) de son remplaçant dans un délai de deux semaines maximum en dérogation de l'article 3.4.3 du CCAG/Travaux.

2.2 Ordre de services

Les ordres de services sont écrits, datés et numérotés.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux, les ordres de services sont émis et notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception datée.

2.3 Forme des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG/Travaux, la notification au titulaire des décisions ou informations de l'Anses qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués dans le mémoire technique du titulaire.

Prolongation des délais : Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles 13.3.1 à 13.3.3 du CCAG/Travaux.

2.5 Suspension des délais

Conformément au CCAG/Travaux, le marché peut être suspendu dans les cas suivants :

- Ordre de service présentant un risque en termes de sécurité et de santé ou contrevenant à une disposition législative ou réglementaire ;
- Suspicion ou présence de matériaux pollués ou polluants ;
- Circonstances imprévisibles.

Le titulaire est tenu de signaler ses observations au maître d'ouvrage.

Par dérogation aux articles 3.8.2, 32.1, 53.3 du CCAG/Travaux, le signalement par le titulaire n'a aucun effet sur la suspension d'un délai d'exécution, seul le maître d'ouvrage peut prendre la décision suspendre un délai d'exécution.

2.6 Obligation de résultats

Le Titulaire s'engage sur une obligation de résultats dans l'exécution matérielle des travaux et des prestations.

Le titulaire est tenu d'une obligation générale de conseil en ce qui concerne l'exécution des prestations. Il déclare avoir une parfaite connaissance des travaux relevant de l'objet du marché et des moyens à mettre en oeuvre. Il reconnaît qu'il a soigneusement étudié l'ensemble des documents techniques du marché.

Il est notamment précisé à cet égard que toutes ambiguïtés ou imprécisions constatées après la signature du marché entre les différents corps d'état et n'apparaissant pas dans les documents contractuels, plans, devis descriptif, etc..., seront réglées par le titulaire dans le cadre du marché.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié personnellement et exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités, avoir apprécié toutes difficultés inhérentes, au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'oeuvre, aux difficultés de travaux ;
- Avoir procédé à une visite du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, ainsi qu'à l'organisation et fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'oeuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, gestion et tri des déchets de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, ...).

Préalablement à la conclusion du présent marché, le titulaire devra informer directement le maître d'ouvrage de toutes les erreurs ou omissions qu'il a constatées dans ces documents.

A ce titre, il doit leur signaler si une partie quelconque des documents du marché exigeait une correction ou une modification, et ce afin de mener à bien ou d'améliorer l'exécution des ouvrages ou le bon fonctionnement et l'entretien des ouvrages une fois achevés.

Ainsi, le titulaire ne peut en aucun cas de lui-même apporter de changement aux dispositions techniques prévues par le marché.

Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir ultérieurement d'une quelconque erreur ou omission pour justifier une réclamation amiable ou judiciaire au titre de travaux supplémentaires non acceptés par le maître d'ouvrage.

2.7 Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/Travaux.

2.8 Protection des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Si le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom de l'Anses, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

ARTICLE 3 VERIFICATION ET ADMISSION

3.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître de l'ouvrage prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

3.2 Réception

Les travaux feront l'objet d'une réception conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/Travaux.

Le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.
- La réception prend effet à la date fixée par le maître d'ouvrage pour l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4 MODALITES FINANCIERES

4.1 Prix

4.1.1 Forme et contenu des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre les dépenses prévues à l'article 9.1 du CCAG/Travaux, ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à la garantie et à la formation.

La décomposition du prix forfaitaire n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient. Elle ne vaut que pour l'établissement des décomptes mensuels ou, le cas échéant, pour les travaux modificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

Le marché étant forfaitaire, les quantités qu'elle contient sont indicatives. Il appartient au titulaire de mettre en oeuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage dans les conditions fixées par l'ensemble des documents du marché.

4.1.2 Prix fermes

Le prix forfaitaire et global des travaux et prestations décrits dans le CCTP est ferme pendant la durée totale du marché.

4.1.3 Prix actualisables

Si un délai supérieur à **3 mois** s'écoule entre le 1er jour du mois d'établissement du prix et le début du délai contractuel d'exécution, le prix initial sera actualisé dans les conditions suivantes :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'(les) index de référence I du marché concerné, sous réserve que le mois d travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Il n'est pas prévu d'actualisation provisoire dans l'attente de la parution de l'index correspondant.

NB : Les prix des éventuels avenants aux marchés de travaux seront des prix fermes non actualisables.

4.1.4 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de notification du marché en dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/Travaux ; ce mois est appelé m_0 .

En cas de négociations, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre finale.

4.1.5 Choix des indices de référence

Les index de référence I pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché, et leurs poids respectifs, sont les index nationaux relatifs aux bâtiments (publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports et au Moniteur de travaux publics). Le cas échéant, l'index sera proposé par le titulaire et validé par l'Anses.

4.2 Cautionnement

Il sera prévu une retenue de garantie de 5% sur le montant initial du marché. Celle-ci pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire. Le montant de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire ne pourra être supérieur à celui de la retenue garantie qu'elles remplacent.

4.3 Avance

L'option B prévue à l'article B. 11.1 du CCAG/Travaux est retenue.

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance à hauteur de 5 % du montant du marché TTC peut être accordée au titulaire, si les conditions de l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique sont réunies.

La durée des prestations étant supérieure à 12 mois, le montant de l'avance serait fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par la durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'Anses se réserve le droit de récupérer l'avance dès la première facture.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

4.4 Acomptes

Le règlement des comptes du marché peut se faire par des acomptes mensuels et un solde établis selon les modalités fixées à l'article 12 du CCAG/Travaux.

Les travaux, objet du marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire et au sous-traitants de premier rang éventuel, l'Anses dispose d'un délai de trente jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'ouvrage, sous réserve que les travaux aient été réalisés.

4.5 Règlement des comptes

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Le délai global de paiement est de trente jours maximum à réception des factures sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

4.6 Facturation

4.6.1 Présentation des demandes de paiements

Les factures sont établies sur la base des prix tels que figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, après admission des prestations par l'Anses.

Les documents afférents au paiement devront porter, **outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique)**, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016) ;
- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

➤ Éléments concernant la facture :

- La date d'émission de la facture ;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- **Le numéro d'engagement (n°CENG transmis par l'Anses) ;**
- **Le numéro du marché ;**
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

4.6.2 Modalités de dépôt des factures :



Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement* Sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite).

***Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.**

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro de la CENG**
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- La désignation du sous-traitant ;
- Le numéro du marché concerné ;
- La somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Les projets de décompte seront établis et transmis dans les conditions énoncées ci-dessus.

4.7 Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex.

ARTICLE 5 PENALITES DE RETARD

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités qui pourront se cumuler. Elles seront déduites des situations mensuelles.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités.

5.1 Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, les pénalités journalières de retard sont fixées à 100 euros.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant maximum des pénalités de retard n'est pas limité.

Ces pénalités interviendront de plein droit, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux, sans mise en demeure, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage.

5.2 Infractions aux prescriptions de chantier

La pénalité pour infraction aux prescriptions de chantier sera de 100 euros par infraction et par jour calendaire dans les cas suivants :

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier ;
- Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- Dépôt de matériaux en dehors des zones prescrites ;
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.) ;
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus ;
- Retard dans le nettoyage du chantier ;
- Retard dans l'évacuation des matériaux hors du chantier.

Cette pénalité interviendra de plein droit, sans mise en demeure, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage.

5.3 Modalités générales des pénalités

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondante au mois de l'infraction. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

ARTICLE 6 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 7 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie de parfait achèvement est conforme à l'article 44 du CCAG/Travaux : il est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

ARTICLE 8 CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'Anses se réserve le droit d'effectuer des modifications portant sur les éléments suivants lors de l'exécution du marché, et quel que soit le montant :

- Suivant le contexte économique entraînant une instabilité et/ou une forte hausse du prix des matières premières ou de fournitures nécessitées pour la réalisation des prestations pouvant affecter les conditions d'exécution du marché, l'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix (modalités de révision, fréquence de révision des prix, clause de butoir et de sauvegarde..., etc), et des modalités de facturation pourront être modifiées pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique, en dérogation de l'article 10.2.2 du CCAG/Travaux.

Ces modifications seront effectuées à la demande du titulaire ou de l'Anses et d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un avenant. A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché. A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié par l'Anses sans indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 9 DEVELOPPEMENT DURABLE

L'Anses attache une grande importance au respect des dispositions en faveur du développement durable et attend du titulaire qu'il s'engage à adopter une démarche vertueuse permettant de minimiser l'impact environnemental de la prestation.

Le titulaire veille à ce que les prestations et travaux qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage ainsi à prendre en compte dans l'exécution du marché les éléments suivants :

- La réduction des prélèvements des ressources ;
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le régime de la propriété intellectuelle est conforme au chapitre 6 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 11 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le tribunal administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 12 PERSONNE HABILITEE A FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R2191-59 A R2191-62 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Monsieur le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 MAISONS-ALFORT Cedex

ARTICLE 13 RESPONSABILITE DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer :

- Aux personnels de l'Anses ou à des tiers ;
- Aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

ARTICLE 14 RESILIATION

L'Anses a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-Travaux. Conformément à l'article 38 du CCAG-Travaux, le marché peut être résilié par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

ARTICLE 15 DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

L'article 1.3.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux.

L'article 1.2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/ Travaux.

L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/ Travaux.

L'article 2.2 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG/ Travaux.

L'article 2.6 du CCAP déroge aux articles 3.8.2, 32.1 et 53.3 du CCAG/ Travaux.

L'article 4.1.4 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG/ Travaux.

L'article 5 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG/ Travaux.

L'article 5.1 du CCAP déroge aux articles 19.2.3, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG-Travaux.

L'article 8 du CCAP déroge aux articles 10.2.2, 38 et 49 du CCAG/ Travaux.